



Lettre de veille du centre de ressources du **CAFOC**



L'essentiel de l'actualité de la formation professionnelle à destination des acteurs du réseau

Édition Spéciale Confinement du 28 mai 2020 – N°8

[DERNIERE LETTRE HEBDOMADAIRE EDITION SPECIALE COVID-19 . A compter de juin, la publication mensuelle reprend](#)

ACTUALITÉS : LES IMPACTS DE LA CRISE DUE AU CORONAVIRUS

Rappel des sources accessibles à consulter régulièrement

Les Ressources de Centre Inffo

[Focus sur les textes juridiques](#) en lien avec la pandémie du Coronavirus qui impactent l'activité des entreprises dans le champ emploi-formation.

[Rubrique dédiée au Covid-19](#) et à son impact sur le secteur de la formation qui regroupe des actualités, une série de documents utiles, des informations sur le travail à distance ainsi qu'une revue de presse quotidienne.

[Dossier Régions, formation et Covid-19](#) qui retrace les mesures régionales prises pendant la période de confinement, et pour que l'activité formation soit en situation de repartir à l'issue de la crise.

Ressources du Ministère du Travail

Le ministère du Travail publie sur son site [tous les textes réglementaires](#) relatifs au Covid-19.

Consulter les "Questions-réponses"

Le ministère du travail propose des "questions-réponses" autour de [16 thématiques](#). Parmi ceux-ci :

[Formation professionnelle : stagiaires et organismes de formation](#)

[CPE](#)

[Transition Pro](#)

[Apprentissage \(apprentis et organismes de formation / CFA\)](#) Remis à jour le 25 mai 2020

[FNE-Formation](#)

[Télétravail et déconfinement](#)

[Adaptations de l'organisation de la session d'examens 2020 dans le cadre de la crise sanitaire liée au COVID-19](#)

[Sortie du déconfinement dans la Fonction publique](#)

[L'entretien professionnel](#) mis à jour le 20 mai 2020

Consulter le [Protocole National de Déconfinement](#)

Consulter les [Fiches conseils métiers et guides pour les salariés et les employeurs](#)

[Questions – réponses sur les examens nationaux](#)

Ressources du site du gouvernement

Toutes les [information essentielles concernant le Coronavirus](#) sont recensées sur le site du gouvernement.

[\[Infographie\] Mon Compte Formation en période de confinement : chiffres clés](#)

Nouveaux textes législatifs parus ou à paraître

[Un décret du 20 mai 2020 assouplit les conditions d'accueil du public dans les lieux de formation](#)

[Un décret du 20 mai 2020 assouplit les conditions d'accueil du public dans les lieux de formation](#). Peuvent de nouveau accueillir des usagers : les centres de formation professionnelle et de promotion agricoles et les CFA préparant aux métiers de l'agriculture, de la forêt, de la nature et des territoires ; les organismes de formation lorsque les stagiaires ne peuvent effectuer leur formation à distance ; les établissements d'enseignement supérieur et les autres organismes de formation militaire supérieure dans certains cas ; les établissements d'enseignement de la conduite lorsque la préparation aux épreuves du permis de conduire ne peut être effectuée à distance.

centre-inffo.fr, 25/05/2020

[Comment le ministère de l'Éducation nationale compte adapter la délivrance des diplômes pour les apprentis en 2020](#)

En conséquence de l'épidémie de Covid-19, **le ministère de l'Éducation nationale prévoit de modifier les conditions d'obtention de ses diplômes de la voie professionnelle (CAP, BEP, baccalauréat, BP, brevet des métiers d'art, mention complémentaire) pour la session 2020**. Ces adaptations sont précisées par **2 projets de décret et d'arrêté** présentés au CSE le 18 mai. Leur objectif : adapter à titre exceptionnel le contrôle en cours de formation et le contrôle ponctuel pour tenir compte de la fermeture au public des établissements de formation depuis le 16 mars. Des dispositions particulières sont prévues pour les apprentis, les candidats devant justifier d'une durée de formation en CFA pouvant, le cas échéant, faire l'objet d'une dérogation.

[Un décret](#) publié au JO le 24 mai **précise les durées de formation en CFA requises pour l'obtention du CAP, du baccalauréat professionnel, du brevet des métiers d'art, de la mention complémentaire, et du BTS**. Il est pris en application de la loi "pour la liberté de choisir son avenir professionnel" du 5 septembre 2018. Le décret supprime également la mention des sections d'apprentissage dans les articles touchant aux durées de formation en CFA, en conséquence de la suppression de la possibilité de créer des sections d'apprentissage.

aefinfo.fr, 22 et 25/05/2020

[Les contributions au CEP et au CPF des chefs d'entreprise agricole sont fixées par arrêté](#)

[L'arrêté du 5 mai 2020](#), publié au JO le 14 mai, **fixe la répartition de la contribution à la formation professionnelle des travailleurs indépendants relevant du régime agricole - chefs d'exploitation ou d'entreprises agricoles, membres de la famille et cotisants de solidarité**. Un précédent arrêté était venu fixer celle des autres travailleurs indépendants.

aefinfo.fr, 15/05/2020

[131 certifications professionnelles enregistrées au RNCP prolongées durant la période d'urgence sanitaire](#)

« **Les certifications professionnelles arrivées à échéance depuis le 12 mars, ou arrivant à échéance au 23 juin 2020, seront automatiquement prolongées et rendues actives jusqu'au 23 août 2020 inclus** », a indiqué **France compétences** dans [un communiqué diffusé jeudi 14 mai](#). Sont concernées **131 fiches du RNCP**. D'après l'analyse produite par le ministère du Travail, [l'ordonnance n° 2020-306](#) du 25 mars 2020, en son article 3, s'applique aux certifications professionnelles enregistrées au RNCP et permet la prorogation des échéances survenus jusqu'à la date du 23 juin 2020, échéance fixée par [l'ordonnance n° 2020-560](#) du 13 mai 2020.

francecompetences.fr, 14/05/2020

[Le Projet de loi d'urgence prévoit un dispositif alternatif à l'activité partielle](#)

Le Sénat a entamé, le 26 mai, l'examen en séance publique du [projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire et à d'autres mesures urgentes](#). Après le passage en commission, le gouvernement a déposé une série d'amendements visant notamment à rétablir et préciser certaines dispositions. Une ordonnance est prévue pour créer "un **dispositif alternatif à l'activité partielle** permettant d'accompagner les entreprises connaissant une baisse durable d'activité, en contrepartie d'engagements notamment en matière de maintien dans l'emploi". Dénonçant le flou de l'amendement, **les parlementaires ont rejeté la proposition gouvernementale**.

aefinfo.fr, 26 et 27/05/2020 ([articles complets disponibles sur demande](#))

Un projet de décret vient à nouveau ajuster les modalités de mise en œuvre de l'activité partielle

[Un projet de décret](#) en Conseil d'État relatif à la **sécurisation de l'activité partielle** est soumis à la consultation de la CNNCEFP. Ce nouveau texte porte notamment sur les demandes d'autorisation préalable, les modalités de remboursement ou encore la prise en compte des heures supplémentaires.

aefinfo.fr, 15/05/2020

Conséquences du Covid 19 sur l'enseignement à distance et la continuité pédagogique

Suite de nos propositions pour vous aider à la mise en œuvre de la FOAD, de l'individualisation

Les épisodes précédents à retrouver dans [les éditions spéciales précédentes de la lettre du CAR](#)

Épisode 1 : la question des outils.

Épisode 2 : la question de l'accompagnement des apprenants.

Épisode 3 : des ressources pour scénariser et mettre en œuvre la formation à distance.

Épisode 4 : des ressources pour penser le temps de l'enseignement et des apprentissages et pour prendre le temps.

Épisode 5 : la classe virtuelle : des ressources pour la penser, la concevoir et la mettre en œuvre.

Épisode 6 : Les RDV du Cafoc

Épisode 7 : des ressources pour passer de la formation en présentiel à la formation à distance

Épisode 8 : des ressources pour travailler la question des *feedbacks*

« *Le feedback ou retour immédiat quand on apprend est un des plus puissants moteurs de l'apprentissage.* »

(A. Tricot, *Apprendre avec le numérique, mythes et réalités* – *disponible au CAR*)

En formation à distance, il est essentiel de s'assurer, à tout moment du parcours de l'apprenant, que ce dernier comprend ce que le formateur lui propose aussi bien en terme de consignes que de notions et même de rétro-actions. Le feedback, ce retour d'information suite à une action ou à une demande l'apprenant, est donc un maillon important dans la construction des savoirs et/ou des compétences. Plus le feedback est dit « enrichi » plus l'apprenant y puisera de ressources pour poursuivre son parcours. **Voici une sélection de ressources pour comprendre l'importance du feedback en formation à distance et comment le travailler.**

- [article] Blogue Articulate : [Qu'est-ce qu'un feedback pertinent ?](#)

Commençons par les bases, qu'est-ce qu'un feedback ? De quels éléments est-il constitué ? L'article propose six caractéristiques pour vous guider dans la rédaction de vos feedbacks.

- [webconférence] Dane Versailles : [La motivation dans les apprentissages avec le numérique : le feedback](#)

(accessible en replay)

L'intervenant de cette webconférence est Fabien Fenouillet, professeur de psychologie à l'Université de Paris Nanterre et auteur de nombreuses recherches sur la motivation. Lors de son intervention il s'est centré sur une approche scientifique et une revue de littérature sur le thème du feedback et sa place dans les apprentissages.

- [article] Louvain Learning Lab : [Comment soutenir l'apprentissage à distance ? Stimuler l'activité intellectuelle face aux ressources](#)

Cet article qui traite plus généralement des interactions en formation à distance, fait le lien entre feedback et environnement numérique de formation. Et si certains feedbacks peuvent être automatisés, comme dans le cas des quiz par exemple, il souligne l'importance des feedbacks enrichis qui permettent l'ancrage ou l'apport de connaissances.

- [article] Digital Learning Academy : [La Rétroaction dans l'enseignement à distance](#)

Qu'est-ce que le numérique apporte aux feedbacks ? Retenons de cet article la bonne idée des feedbacks audios, particulièrement adaptés en formation à distance

La cellule FOAD est là pour vous accompagner et répondre à vos questions tant sur les outils, que sur le plan pédagogique ou juridique. Vous pouvez contacter Sarah de La Morandière (Sarah.De-La-Morandiere@ac-versailles.fr) ou Elsa Matilla (elsa.matilla@ac-versailles.fr).

Enseigner à distance

En cette période de confinement et de « débrouille » pédagogique pour assurer la continuité des enseignements à distance, le **SUZIP** apporte sa pierre à l'édifice en mettant à disposition des [fiches très courtes et pratico-pratiques](#). Créés par une université, **ces fiches peuvent également fonctionner pour la formation professionnelle**. Parmi les fiches : « Exemple de canevas du déroulé d'un enseignement à distance », « comment évaluer une formation à distance ? » ou encore : « comment rédiger un QCM pertinent ? »

sup.univ-lorraine.fr

[Webinaire] Le confinement, et après ? Évolutions et changements prévisibles pour la formation professionnelle

CFS+ et FFFOD, le 25 juin, de 14h30 à 15h30

Fin juin 2020, le monde de la formation ne sera certainement plus le même. De nombreuses adaptations et changements sont à prévoir, pour cette reprise d'activités comme pour la rentrée de septembre. Comment sera-t-il possible d'exploiter les expérimentations nombreuses qui auront été menées par les prestataires pour maintenir le contact avec les bénéficiaires de leurs prestations, et pour développer de nouvelles modalités pédagogiques ? Comment adapter nos prestations à ce nouveau monde d'après, qui ne pourra pas ressembler totalement au monde d'avant ? Quels pourront-être les impacts sur nos prestations des différents textes parus pendant le confinement ? [Ce webinaire](#) à pour ambition de tenter de répondre à ces questions.

webikeo.fr

Trophées du digital learning 2020

L'édition 2020 des [Trophées du digital learning](#) a primé [11 équipes lauréates](#) : La Maison de la formation METRO, Neoma BS, SGDSN – Secrétariat général de la Défense et de la sécurité nationale, Capgemini France, Crédit agricole TS, Université PSA, Coty, Centre hospitalier de Guéret, Decathlon Academy et Greenflex, Région Bretagne.

e-learning-letter.com via l'Aperçu Formation, 25/05/2020

[Dossier] Innover en formation : plus simple qu'on croit !

« Innover en formation : plus simple qu'on croit ! » Plus simple, parce qu'il n'y a pas une, mais de **multiples façons d'innover**, comme le montrent tous les contributeurs de ce nouveau [Dossier d'e-learning Letter](#) ... Plus simple aussi, parce qu'il y suffirait de quelques principes et d'un changement de posture des pédagogues...

Pour en savoir plus sur l'innovation, vous pouvez vous abonner à la **newsletter de Centre Inffo** sur le sujet. [La lettre de l'innovation en formation](#) propose tous les 2 mois une sélection d'articles sur la question.

e-learning-letter.com et centre-inffo.fr, 18/05/2020

Conséquences du Covid 19 sur la formation professionnelle et l'apprentissage

Deux nouvelles publications du ministère du Travail sur la reprise des activités de formation

Le ministère du Travail a publié **2 nouveaux documents** concernant la reprise des activités de formation : [un guide pour accompagner la reprise d'activité des organismes de formation et CFA](#), publié le 14 mai, et le très attendu [Guide des pratiques sanitaires du secteur de la formation professionnelle pour la reprise d'activité dans le contexte de pandémie du COVID-19](#) publié le 15 mai. Le premier formule des "recommandations et des conseils pour l'organisation des enseignements et la priorisation des publics et/ou des formations". Il est présenté comme "un outil d'aide à la décision" pour les OF et CFA. Il fait suite au [décret n°2020-545](#) du 11 mai 2020. Il est complété par le second document : un guide des pratiques sanitaires mis en ligne par le ministère du Travail le 18 mai, soit une semaine après la date à laquelle les organismes de formation ont pu de nouveau accueillir du public. Ce document précise les précautions à prendre en amont de la reprise de l'activité en présentiel, ainsi que l'organisation du travail des salariés et l'aménagement des formations. Le ministère a déjà publié un "[questions/réponses](#)" précisant les adaptations de l'organisation de la session d'examens 2020 pour les contrats d'apprentissage et de professionnalisation, pour les stagiaires de la formation professionnelle ainsi que pour la VAE.

aefinfo.fr, 15 et 18/05/2020

Actualités concernant l'apprentissage

La 18^{ème} réunion entre Muriel Pénicaud et les représentants des partenaires sociaux s'est tenue le 19 mai 2020 et a porté sur le sujet de l'apprentissage. Il s'agit de la 1^{ère} réunion thématique ayant pour objet de préparer le plan de relance. Si le plan général n'est attendu que pour septembre, le choix a été fait de traiter prioritairement la question de l'apprentissage dans la mesure où la campagne de recrutement des apprentis se déroule actuellement et risque d'être fortement perturbée par la crise sanitaire et économique. À la demande de **Muriel Pénicaud**, les 5 organisations syndicales et les 3 organisations patronales représentatives au niveau national ont donc fait part de leurs propositions pour soutenir l'apprentissage. La ministre a reconnu que 2 ou 3 propositions faisaient consensus, mais se laisse une quinzaine de jours avant de donner des pistes." Une manière de procéder déplorée par les participants. "Nous avons fait nos propositions, mais ce n'est pas une négociation. La ministre va retenir les mesures qu'elle voudra." "Il n'y a pas eu d'échange. » En parallèle de la réunion avec la ministre du Travail, les représentants des organisations syndicales étaient auditionnés à l'Assemblée nationale dans le cadre d'une mission d'information sur le Covid-19 qui a notamment porté sur le sujet de l'apprentissage et de la formation professionnelle. Le 20 mai, c'était au tour des représentants des organisations patronales d'être auditionnés. Celles-ci ont d'ailleurs fait le choix de se réunir entre elles en vue de publier prochainement une synthèse de leurs propositions en faveur de l'apprentissage.

Un **plan de relance de l'apprentissage** sera présenté d'ici le 5 juin, a annoncé le ministère du Travail le 28 mai, à l'occasion de la publication des chiffres du chômage pour le mois d'avril qui confirment **une dégradation sans précédent du marché du travail**. A l'occasion du plan de sauvetage de l'automobile le 26 mai (voir chapitre sur le marché du travail), **le gouvernement avait confirmé sa volonté d'apporter rapidement des solutions.**"Compte tenu des perspectives d'une rentrée très difficile pour l'alternance, **un plan d'urgence sera mis en œuvre, en lien étroit avec les branches et l'État, pour réduire significativement le coût d'un jeune en alternance**", confirme ainsi le **ministère de l'Économie et des Finances**, sans toutefois dévoiler plus avant les modalités de ce soutien.

Les propositions des partenaires sociaux à la ministre du Travail pour soutenir l'apprentissage

L'Anaf anticipe une baisse de 20% du nombre d'apprentis à la rentrée et **propose 3 mesures choc pour sauver l'apprentissage**. La première est de laisser aux jeunes qui s'inscrivent en CFA une période d'un an, au lieu de 3 mois, pour trouver un employeur et signer un contrat. Les 2 autres mesures sont un doublement du nombre d'offres dans le secteur public, et une revalorisation des aides aux apprentis.

Le Medef et le collectif d'entreprises pour une économie plus inclusive demandent un « deal jeunesse », qui se concrétiserait par **une aide de 10 000 € à chaque entreprise recrutant un apprenti avant le 31 décembre 2020**.

CCI France a publié [un communiqué](#) pour **lister ses propositions**. La plupart ont trait au financement de l'apprentissage et au soutien aux apprentis, CFA et entreprises. **Quelques propositions concernent la formation professionnelle**. Elle propose de « garantir un financement au CFA non par contrat mais par jeune accueilli et formé ».

La Fnadir a également formulé une série de propositions. Elles concernent d'une part les employeurs d'apprentis et les jeunes désireux de se former en apprentissage et d'autre part les CFA, et plus particulièrement leur financement. La Fnadir avance à ce sujet plusieurs préconisations qui visent non seulement à compenser les effets négatifs de la crise sur les CFA, mais aussi à combler les manques de la réforme portée par la loi "Avenir professionnel". Face aux inquiétudes des CFA sur leurs finances, **la Fnadir lance actuellement une enquête auprès de ses adhérents**.

CMA France "propose de s'associer aux pouvoirs publics pour créer une véritable 'garantie apprentissage' post Covid-19" dans [un communiqué du 25 mai 2020](#).

[centre-info.fr](#) et [aefinfo.fr](#), du 18 au 28/05/2020 ([articles complets disponibles sur demande](#))

La Direccte Ile-de-France et Défi métiers mettent à disposition des acteurs de terrain un [outil de promotion](#) et de valorisation des actions préparant à l'apprentissage. Cette présentation regroupe 18 sessions pour Paris, 8 pour la Seine-et-Marne, 10 pour les Yvelines, 6 pour l'Essonne, 9 pour les Hauts-de-Seine, 7 pour la Seine-Saint Denis, 7 pour le Val-de-Marne et 12 pour le Val-d'Oise. Ce nouvel outil permettra aux professionnels de mieux orienter le public vers l'offre la plus adaptée. Une nouvelle phase se dessine avec **la mobilisation des référents de parcours du Prij**. Par ailleurs, **la prise en charge des décrocheurs, sortis du système scolaire sans diplôme ni qualification, a donné lieu à une nouvelle convention en Ile-de-France**.

[defi-metiers.fr](#), 26/05/2020 ([lien vers l'article complet](#))

Face aux questions des CFA inquiets d'accueillir des apprentis placés en chômage partiel, **le ministère du Travail a mis à jour et republié, le 26 mai 2020, son [questions-réponses sur l'apprentissage en période de crise sanitaire](#)**. Il y explique qu'un apprenti bénéficie de "la protection en cas d'accident à caractère professionnel pendant le temps passé en CFA", et ce "même si l'apprenti est placé par son employeur en activité partielle".

travail-emploi.gouv.fr, 26/05/2020

[Etude DARES] Les contrats d'apprentissage en 2018. Les entrées en apprentissage ont fortement augmenté en 2018, avec 317 300 nouveaux contrats enregistrés, soit une hausse de 7,6 % par rapport à 2017. **Pour la première fois depuis 2013, ce dynamisme est plus marqué dans le secteur privé** que dans le public. Dans le privé, le dynamisme est surtout porté par le secteur de la construction (+8,7 %) et les entreprises de plus de dix salariés (+11,8 %). Les entrées en apprentissage des 26 ans et plus augmentent de 44,6 %, ceux-ci étant majoritairement recrutés dans le cadre de l'expérimentation, commencée en 2017 et poursuivie en 2018, élargissant l'accès des 26-30 ans à l'apprentissage.

dares.travail-emploi.gouv.fr, 15/03/2020 ([lien vers les résultats de l'étude](#))

Organismes de formation : jurisprudence administrative récente

Comment les prestataires de formation peuvent-ils démontrer la réalité des actions de formation qu'ils ont dispensées ? Plusieurs enseignements pratiques peuvent être tirés de [la jurisprudence administrative récente](#).

Quels sont les critères de rattachement des dépenses qu'ils ont exposées pour l'exercice des activités qu'ils conduisent en matière de formation professionnelle ? Plusieurs enseignements pratiques sur cette question peuvent être tirés de la [jurisprudence administrative récente](#).

centre-inffo.fr, 20/05/2020

FNE-Formation renforcé : un premier bilan d'une montée en charge très progressive

Le **FNE-Formation renforcé** est en place depuis la mi-avril 2020. Le gouvernement prend en charge 100 % du coût pédagogique des formations des salariés d'entreprises entrées dans le dispositif d'activité partielle en raison de l'épidémie de Covid-19. Si ces modalités de mise en œuvre ont pour but de simplifier et faciliter les départs en formation, un certain nombre d'organismes de formation se plaignent de **différences dans le traitement des demandes suivant les régions et les interlocuteurs**. Des critiques qui visent à la fois certaines Direccte et certains Opcv qui n'auraient pas la même lecture des modalités d'accès et de mise en œuvre. Pour autant, le dispositif a connu une montée en charge relativement rapide : "au 12 mai, soit 15 jours après communication des règles d'éligibilité et de prise en charge, 7 000 entreprises ont formulé des demandes de financement" qui concernent 23 000 salariés. Au total, le montant engagé à cette date "correspond à environ 23 millions d'euros. Si le démarrage du FNE-Formation renforcé a été rapide, les fonds consommés restent minimes par rapport à l'enveloppe de 500 M€ prévue par le gouvernement. Un double constat qui amène un certain nombre d'acteurs à **plaider pour une prolongation de ce dispositif, adossé au dispositif d'activité partielle** qui a vocation à diminuer à compter du 1^{er} juin.

aefinfo.fr, 27/05/2020

Le ministère du Travail étend la mise en place du certificat de réalisation aux associations Transitions pro

Le ministère du Travail met en place [une nouvelle version du modèle de Certificat de réalisation](#) des actions de formation, bilans de compétences, actions VAE et actions de formation par apprentissage, **applicable à compter du 1^{er} juin 2020 par les associations « Transitions Pro » (ATpro)**. Ce document permettra d'harmoniser les pratiques entre les opérateurs de compétences avec les entreprises, les OF et CFA.

travail-emploi.gouv.fr, 25/05/2020

Covid-19 : Le Cofrac publie une note destinée aux organismes de certification

Le Cofrac a publié [une note](#) qui précise les modalités de suivi qu'il mettra en œuvre pour assurer que les adaptations décidées par les organismes certificateurs respectent les recommandations et consignes sanitaires en vigueur.

L'aperçu formation, 19/05/2020

Actualité concernant l'appli CPF

Organismes de formation : comment rendre son offre éligible au CPF ? Consultante sénior en ingénierie et politiques de formation à Centre Inffo, **Valérie Hellouin** fait le point sur la meilleure manière pour un organisme de formation de rendre éligible son offre au compte personnel de formation. [Premier volet de cette série d'analyses : le partenariat.](#) **Le Deuxième volet de la série porte sur la construction de sa certification. Il est disponible sur demande.**

Durant la période de confinement, les Français ont continué à être actifs sur Mon Compte Formation. L'arrêt de toutes les formations présentielle a eu pour conséquence le développement des formations à distance dont le catalogue a doublé durant cette période. Pour connaître tous les chiffres clés en un clin d'œil, [consulter l'infographie.](#)

La dernière mise à jour de l'application Moncompteformation.fr, du 14 mai, la rend compatible avec les fonctionnalités Face ID et Touch ID, deux logiciels de reconnaissance, respectivement faciale et digitale, afin de faciliter l'identification des usagers. La hotline de la Caisse des dépôts et consignations relative à l'application, qui avait été mise en stand-by le temps du confinement pour des raisons de respect de la confidentialité des données des usagers, devrait faire son retour en ligne. Il devrait être à nouveau disponible entre le 19 et le 25 mai.

centre-inffo.fr, caissedesdepots.fr et info-socialrh.fr, 15 et 27/05/2020

L'Afdas et l'Apec signent une convention pour favoriser l'emploi des cadres dans les branches de l'Opco

Mercredi 20 mai 2020, **l'Afdas a annoncé avoir signé sa première convention avec l'Apec, pour faciliter la mise en relation des entreprises des secteurs couverts par l'Opco avec "les compétences cadres dont elles ont besoin".** Conclu pour 2 ans, ce partenariat se déclinera sur chaque territoire, en fonction des problématiques de recrutement rencontrées par les employeurs des branches de la culture, des industries créatives, des médias, de la communication, des télécommunications, du sport, du tourisme, des loisirs et du divertissement. Une attention particulière sera portée aux actions de l'Apec concernant des publics spécifiques pris en charge par la structure comme les jeunes issus des QPV, les travailleurs handicapés ou les Seniors.

aefinfo.fr, 22 et 28/05/2020

Tribune de France Apprenante

"Le PIC est une étape cruciale pour que la France devienne une société apprenante, entendue comme un réseau de territoires capables de former en qualité et en quantité afin de répondre à la concurrence mondiale des compétences", soulignent dans **une tribune publiée par AEF info** les cofondateurs de [France apprenante](#). "Ce plan s'appuie sur une vision, celle de la 'société apprenante' [...] Mais comment accomplir cette évolution, alors que les façons d'apprendre ont peu évolué en France ces dernières décennies, et que les pouvoirs publics qui portent la réforme n'ont généralement pas pratiqué les innovations qu'ils sont en charge de mettre en place ?" Pour mettre en place un écosystème collaboratif, le collectif créé en 2018 **promeut les territoires apprenants, et identifie 6 pistes**, illustrées par des expériences développées dans les régions dans le cadre des Pric.

aefinfo.fr, 20/05/2020 ([Tribune complète disponible sur demande](#))

EN BREF : IAE : la branche des ateliers et chantiers d'insertion publie [un guide de recommandations pour la reprise](#) // Le ministère de la Transition écologique lance une lance une "Académie des métiers du vélo" pour former des mécaniciens et des formateurs pour "répondre à la demande" liée à l'augmentation de l'utilisation du vélo dans les mobilités urbaines depuis le déconfinement. Cette académie bénéficie d'un financement de 8 millions d'euros pour la période 2020-2022 via un programme CEE (Certificats d'économies d'énergie) // **L'ouverture du CFA de la gastronomie en Auvergne-Rhône-Alpes est décalée à janvier 2022** (au lieu de septembre 2021) // Avec des enseignements 100 % présentiel, **l'École professionnelle de la boucherie** a été frappée de plein fouet par l'irruption de la crise sanitaire. La situation a permis **d'accélérer la digitalisation d'une partie des enseignements théoriques** // Déployée juste avant le début du confinement, **la boîte à outils numériques du CIDJ, baptisée [IJ Box](#)**, a permis de répondre sans attente aux besoins des professionnels et des jeunes.

Conséquences du Covid 19 sur le marché du travail et les entreprises

Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre pendant la crise sanitaire Covid-19 - mai 2020

La [2^{ème} édition de l'enquête Acemo spéciale Covid](#), réalisée par la Dares avec l'appui de l'INSEE, a interrogé les entreprises de 10 salariés ou plus du secteur privé non agricole entre le 1^{er} et le 12 mai 2020, sur leur situation et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre à fin avril. Elle met en lumière **une reprise progressive de l'activité au cours du confinement**. En avril, les difficultés des entreprises liées à la gestion sanitaire de la crise se sont réduites pour finalement céder la place à d'autres obstacles : **la perte de débouchés** (45 %) ou **les fermetures administratives** (30 %). Entre fin mars et fin avril, un tiers des salariés sont de retour sur site, un cinquième en chômage partiel complet, un quart en télétravail, les autres étant en congés, maladie ou garde d'enfants. Les principales difficultés pointées par les entreprises sont la disponibilité limitée de certains salariés, l'organisation de l'activité de manière à respecter la distanciation sociale, le manque de débouchés et l'équipement en dispositifs de protection.

La 9^{ème} édition du [Tableau de bord hebdomadaire - Situation sur le marché du travail durant la crise sanitaire au 26 mai 2020](#) de la Dares, la DGEFP et Pôle emploi, fournit des informations sur l'activité partielle (ou chômage partiel), les restructurations, les inscriptions à Pôle emploi, les entrées en formation des demandeurs d'emploi, les contrats aidés, les demandes d'aides enregistrées pour les emplois francs et les offres d'emploi en ligne.

dares.travail-emploi.gouv.fr et info-socialrh.fr, 20, 27 et 25/05/2020

COVID-19 | Objectif reprise : outil gratuit pour aider les TPE et les PME

Destiné aux entreprises et associations de droit privé de moins de 250 salariés, le dispositif « [Objectif reprise](#) » du ministère du Travail propose des modalités gratuites de conseil et d'appui pour **favoriser la reprise ou la continuité de l'activité en combinant bonnes conditions de travail et performance**. "Objectif reprise" est déployé en région par le réseau Anact-Aract en lien avec les Direccte. Il mobilise les solutions et acteurs régionaux.

travail-emploi.gouv.fr, 19/05/2020

Le niveau de prise en charge de l'activité partielle par l'État va passer de 70 % à 60 % du salaire brut le 1^{er} juin

"Au 1^{er} juin, les conditions de prise en charge de l'indemnité d'activité partielle seront revues", confirme le ministère du Travail, lundi 25 mai 2020. **Si "l'indemnité versée au salarié reste inchangée", à 70 % du salaire brut, le niveau de prise en charge par l'État et l'Unédic sera, lui, réduit : les entreprises seront désormais remboursées à hauteur de 60 % de la rémunération brute jusqu'à 4,5 Smic, au lieu de 70 % jusqu'au 31 mai**. Cette mesure sera prise par décret après l'adoption du projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire en cours d'examen au Parlement.

Geoffroy Roux de Bézieux, président du Medef, a plaidé le 14 mai pour **une prolongation jusqu'à l'été du dispositif actuel de chômage partiel**. En vigueur jusqu'au 31 mai, celui-ci devait évoluer, avec une baisse du taux de prise en charge par l'État. "Le 1^{er} juin, ça vient trop tôt. Il faut nous laisser préparer la transition et la reprise progressivement".

info-socialrh.fr, et aefinfo.fr, 15 et 25/05/2020

Mission d'information « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique »

Le Sénat a créé une mission d'information "Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique", à la demande du groupe du Rassemblement démocratique et social européen. Les 23 membres de la mission ont procédé à un 1^{er} échange de vues le 13 mai. Le sentiment dominant est la pertinence de cette initiative eu égard à la crise sanitaire, qui n'était pas prévisible quand le groupe RDSE a exercé son droit de tirage. Alors que la majorité de nos concitoyens ont pu maintenir une connexion avec le monde extérieur grâce au digital, **beaucoup ressentent légitimement un sentiment d'injustice face à l'exclusion numérique**. La mission organisera **4 tables rondes en visioconférence**, avec les acteurs du numérique, les associations qui développent des programmes d'aide aux usages du numérique, des think tanks, des chercheurs et des start-ups qui proposent de faciliter la formation au numérique. L'audition, le 18 mai, de Mr **Christian Janin**, Président de l'ANLCI, et **Hervé Fernandez**, Directeur, par la mission d'information sur la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique, a confirmé "la pertinence de l'initiative sénatoriale **d'élever ce sujet au rang de grande cause nationale** nécessitant une forte impulsion politique".

senat.fr, 13 et 19 mai 2020 ([lien vers l'actualité de la mission d'information sur le site internet du Sénat](#))

Actualité des filières professionnelles

Bruno Le Maire annonce deux plans de relance sectoriels sur l'automobile et l'aéronautique avant début juillet. Le plan de relance global sera présenté pour sa part à "la rentrée 2020", après "un temps de concertation et de dialogue" qui comprendra des "soutiens à l'investissement, à l'offre et à la demande".

La filière automobile pèse lourd en France avec des groupes historiques comme PSA ou encore Renault, dont l'État demeure actionnaire et qui doit dévoiler **un plan d'économie de 2 milliards d'euros sur 3 ans** vendredi 29 mai. C'est certainement pour cette raison que le chef de l'État a décidé de dévoiler ce 26 mai, **le plan de relance du secteur automobile.** Doté de **plus de 8 milliards d'euros** de financements publics, il vise à faire de la France **"la première nation de production de véhicules propres en Europe"**. L'objectif étant de produire sur le territoire, sous 5 ans, un million de véhicules électriques, hybrides rechargeables ou hybrides. Pour relancer la demande, le bonus écologique et la prime à la conversion sont renforcés. Et la localisation de la production est encouragée via un fonds d'investissement, en échange d'engagements de la part des constructeurs.

Le gouvernement souhaite mettre en œuvre un plan d'urgence pour l'apprentissage. **Pour la filière automobile, ce plan d'urgence aura pour objectif de "viser une stabilisation du niveau d'alternants"**. Les grandes entreprises sont appelées à maintenir leur niveau d'apprentis parmi leurs effectifs pour "monter à 5 % d'alternants d'ici 2021".

Concernant **Renault**, Emmanuel Macron annonce le lancement, le 1^{er} juin 2020, d'une **table ronde présidée par le ministre de l'Économie Bruno Le Maire** avec les syndicats, sous-traitants, collectivités et industriels concernés. Le chef de l'État demande également à ce que les salariés de Douai et Maubeuge aient des garanties sur leur avenir. Il a souligné l'engagement pris par Renault, tout comme PSA, sur **la production de véhicules électriques**, qui devrait être confirmé d'ici à la fin de semaine..Renault a pris la décision de développer le nouveau moteur de l'alliance à Cléon, et a aussi acté sa décision de rejoindre le programme européen de batterie électrique, principalement franco-allemand".

aefinfo.fr, du 18 au 27/05/2020

Le 14 mai 2020 se tenait un **comité interministériel du tourisme**, destiné à répondre à la crise du Covid-19. Pour **soutenir la reprise des entreprises du secteur du tourisme et de l'événementiel**, le gouvernement maintiendra jusqu'en septembre la possibilité de recourir à l'activité partielle, appliquera une exonération de cotisations sociales patronales au moins de mars à juin pour les TPE et PME du secteur, et le plafond journalier des titres-restaurant passera de 19 à 38€, dès la réouverture des établissements, prévue pour début juin dans les départements verts.

aefinfo.fr, 14/05/2020

Dans certains secteurs manufacturiers, **l'industrie française "reste gravement impactée par la crise sanitaire"**, écrivent les ministères en charge de l'Économie, du Travail et de la Transition écologique et solidaire, dans [un communiqué](#) diffusé le 25 mai. **Le Conseil national de l'industrie a prévu d'explorer 5 axes de travail pour répondre aux conséquences économiques et sociales de la crise provoquée par l'épidémie de Covid-19 et pour accompagner la relance économique du secteur :** investir dans le capital humain, aider de manière ciblée les secteurs les plus durement affectés, préserver la compétitivité des entreprises, soutenir massivement l'investissement pour transformer notre économie et accélérer le verdissement de l'économie et la décarbonation de l'industrie.

aefinfo.fr, 25/05/2020

Le réseau des chambres de métiers et de l'artisanat (CMA) propose un nouvel espace en ligne pour les besoins à distance de formations des artisans et des créateurs d'entreprises artisanales. [La plateforme nationale de formation à distance](#) propose l'intégralité des contenus pédagogiques disponibles de l'offre "Parcours créateur".

CMA France via l'Aperçu Formation, 15 et 26/05/2020

Alors que la question du **statut des travailleurs des plateformes** est en débat depuis quelques années, la commission des Affaires sociales du Sénat a examiné les conclusions de sa mission d'information sur le droit social applicable aux travailleurs indépendants économiquement dépendants. **Proposition phare : dépasser la question du statut de ces travailleurs, et universaliser certains droits sociaux**, comme celui du droit à une couverture santé complémentaire qui existe dans le privé, ou encore l'affiliation à l'assurance contre les accidents du travail de la sécurité sociale.

aefinfo.fr, 21/05/2020

Territoires zéro chômeurs de longue durée : appel pour une extension de l'expérimentation "sans la limite d'un plafond"

Les associations mobilisées autour de l'expérimentation "**Territoires zéro chômeurs de longue durée**" écrivent une **lettre au président de la République** pour demander, une nouvelle fois, le vote d'une 2^{ème} loi prolongeant et étendant l'expérimentation. Dans le contexte de la crise sanitaire, elles proposent une "démarche beaucoup plus ambitieuse", dans un courrier du 28 avril 2020. Ainsi, la "totalité des territoires candidats devraient désormais être éligibles, sans la limite d'un plafond", à condition de respecter les "critères exigeants qui ont été posés pour valider la démarche".

aefinfo.fr, 15/05/2020

Pôle emploi : la CFTC Emploi demande "d'ouvrir rapidement des postes"

La **CFTC Emploi** demande "de **revoir la politique des effectifs en 2020 à Pôle emploi et d'ouvrir rapidement des postes**", dans un communiqué de presse diffusé mardi 19 mai 2020. Le syndicat appelle à "se préparer maintenant à la crise économique qui s'annonce" et souligne, notamment, le besoin de conseillers indemnisation. "Il faut embaucher et former dès à présent, pour avoir du personnel opérationnel en 2021", poursuit l'organisation.

aefinfo.fr, 19/05/2020

La Commission européenne présente sa proposition de "plan de relance", basée sur un emprunt de 750 milliards d'euros

La présidente de la Commission européenne, **Ursula von der Leyen**, a présenté son "plan de relance", devant les députés européens le 27 mai 2020. Elle dévoile un instrument appelé "**Next Generation EU**" (Union européenne, nouvelle génération). La Commission propose d'y allouer **750 milliards d'euros**, empruntés ensemble. L'unanimité des États membres est nécessaire pour mettre en œuvre ce plan. L'institution mise sur un accord d'ici juillet. **Bruno Le Maire** salue cette proposition et précise que **la France devrait en bénéficier à hauteur de 40 milliards d'euros**.

aefinfo.fr, 27/05/2020

Fonds structurels 2021-2027 : État et régions s'entendent pour négocier avec la Commission européenne

Le gouvernement et les présidents de région se sont accordés le 20 mai 2020 sur des éléments de négociation qu'ils comptent défendre, ensemble, devant la Commission européenne dans le cadre de **la programmation des fonds structurels d'investissement sur la période 2021-2027**. Parmi leurs priorités : **le soutien aux infrastructures de formation et à l'activité touristique**. Lié à la prochaine génération des contrats de plan État-régions, ce nouveau cadre financier sera adapté au plan de relance économique que doivent finaliser les 27 États membres de l'UE.

aefinfo.fr, 26/05/2020 ([article complet disponible sur demande](#))

Webconférence – Les métiers au temps du Corona

Mercredi 27 mai 2020, de 14h30 à 15h15

France Stratégie propose **une typologie inédite des travailleurs dans la crise**, en fonction de **3 types de vulnérabilité** : économique, en conditions de vie (risque financier, conciliation entre vie professionnelle et vie familiale, etc.) et en conditions de travail (contact avec le public, charge mentale, pénibilité physique, etc.). Comment la crise a-t-elle affecté notre quotidien au travail ? Quels sont les travailleurs les plus fragilisés ? Quelles conséquences financières pour les ménages ? Quel impact à moyen terme pour les secteurs les plus durement touchés ? Comment ces vulnérabilités vont-elles jouer dans la reprise progressive d'activité ?

[Se préinscrire en ligne pour assister à la webconférence](#)

[Consultez la publication "Les métiers au temps du corona"](#)

strategie.gouv.fr, 13/05/2020

EN BREF : Les **Ministères de l'Economie et des Finances et du Travail** précisent les **conditions d'évaluation de la conformité des visières de protection** dans [une note d'information interministérielle](#) signée le 30 avril 2020 // Un [question/réponses](#) du Ministère du travail précise les **modalités d'usage des masques au travail** // **Le Medef** invite les organisations syndicales et patronales à lancer "**un diagnostic paritaire relatif au télétravail**" // **Métallurgie** : **3 syndicats sur 4** (FO, CFE-CGC, CFDT) **signent le manifeste proposé par l'UIMM** // **Amazon** relance progressivement son activité logistique en France, après un accord de "fin de conflit" avec les syndicats // Une coalition internationale de syndicats dépose **une plainte OCDE contre McDonald's pour "harcèlement sexuel systémique"**

Santé et QVT

Edition spéciale Santé au travail

La newsletter de **Pour l'Eco** propose [une édition spéciale sur le santé au travail](#) mise en lumière par la crise du Covid-19. La santé au travail a longtemps été délaissée par les pouvoirs publics, les entreprises et les luttes sociales au profit d'avancées comme les congés payés. Elle s'invite désormais au coeur des préoccupations de 2020. Les agents d'entretien ainsi que le risque de burn-out lié au télétravail, illustrent cette réalité.

Newsletter Pour l'Eco, 15/05/2020

Web-échanges #ZoomSurLeTravail de l'ARACT

L'Aract d'Île-de-France organise des [ateliers en visioconférence](#) pour permettre aux dirigeants d'entreprises de tous secteurs, aux professionnels des RH, aux managers et aux représentants du personnel **d'échanger entre eux sur leurs pratiques, leurs difficultés, leurs réussites et leurs axes de réflexion dans le contexte de crise sanitaire actuel**. Ces temps d'échanges collectifs, animés par des chargés de mission de l'Aract, ont pour objectif d'aider les participants à faire le point sur leurs pratiques afin de préserver la continuité de leur activité et la santé des salariés. Trois thématiques sont proposées : « **Prévenir les risques psychosociaux, pendant et après le confinement** », « **Faire du changement contraint une transformation réussie** » et « **Manager pendant et après la crise...Quels leviers ?** ».

aractidf.org, mai 2020

« Nos vies de bureau confinées » : l'intégralité de la série de Pour l'Éco pour comprendre la révolution du travail en cours

A l'heure du déconfinement et de la reprise, le télétravail va rester mais exercer son métier exclusivement à domicile deviendra-t-il pour autant un idéal ? Pas si sûr. La série de Pour l'Eco « [Nos vies de bureau confinées](#) » révèle que, derrière l'autonomie et la responsabilisation qu'il prône, le télétravail risque de supprimer des mécanismes essentiels à la performance de l'entreprise et à l'épanouissement des salariés.

Pour l'Eco, 22/05/2020

Conséquences du Covid-19 sur l'éducation

Région académique IDF : nominations et parcours

Alice Kamenka, administratrice territoriale, est nommée **déléguée de région académique à la formation professionnelle initiale et continue (DRAFPIC) de la région académique Île-de-France**, selon [un arrêté](#) publié le 7 mai 2020 au Bulletin officiel. Administratrice territoriale (Institut National des Études Territoriales), diplômée des Langues orientales (Inalco) et d'un magistère de relations internationales (Paris I), Alice Kamenka a travaillé de 2005 à 2015 au Conseil départemental du Val-de-Marne sur les questions européennes et internationales. Elle rejoint ensuite le Conseil régional d'Île-de-France où elle est successivement chargée de la préfiguration et de la mise en place du Service public régional de l'orientation, cheffe du service stratégie et partenariats du pôle développement économique, emploi, formation et directrice de projets Campus des métiers et des qualifications auprès du Directeur général des services.

Laurent Hugot a été nommé **délégué régional académique à l'information et à l'orientation (DRAIO) de la région académique Île-de-France**, le 6 février 2020. Né le 20 décembre 1965, il est titulaire d'une maîtrise de sciences économiques (université de Bourgogne), d'une maîtrise en sciences de l'éducation et d'un master "évaluation et comparaison internationales des systèmes éducatifs" (université de Bourgogne/Iréd). Professeur certifié de SES et IA-IPR depuis 2009, Laurent Hugot est successivement, entre 1998 à 2004, inspecteur académique de Côte-d'Or (académie de Dijon), chargé de mission "accompagnement scolaire et éducatif des élèves", inspecteur de l'Éducation nationale, chargé de l'information et de l'orientation, et conseiller de l'inspecteur d'académie pour le second degré de l'académie de Reims. En 2009, il devient Csaio de l'académie de Dijon puis Csaio de l'académie de Paris en 2014.

Par ailleurs, **Virginie Cousin-Douel** a été nommée **cheffe du service académique d'information et d'orientation de l'académie de Paris, déléguée régionale académique d'information et d'orientation adjointe, et Élisabeth Chaniaud, déléguée académique à la formation professionnelle initiale et continue de l'académie de Paris**.

aefinfo.fr, 25/05/2020

Tribune des ministres de l'éducation de France et de Finlande

Après la crise engendrée par l'épidémie de coronavirus, "nous avons besoin d'un plan de relance qui place l'éducation et la formation au cœur des priorités", indiquent les ministres de l'Éducation français et finlandais, **Jean-Michel Blanquer** et **Li Andersson** dans [une tribune commune publiée le 15 mai 2020](#). Ils estiment que la crise est l'occasion "d'élaborer une véritable stratégie d'éducation numérique" et veulent "étendre la mobilité de nos enseignants, étudiants et élèves". "L'éducation doit jouer un rôle majeur dans notre transition vers des sociétés neutres en carbone".
aefinfo.fr, 14/05/2020

Organisation des concours : le MESRI et le MEN publient les consignes sanitaires

Les ministères de l'Enseignement supérieur et de l'Éducation nationale publient [les consignes sanitaires à respecter pour l'organisation des concours](#), le 18 mai 2020 sur leur site internet. Il s'agit de mesures concernant les épreuves écrites des concours (PACES, ECN, grandes écoles...) mais aussi de mesures spécifiques concernant le déroulement des épreuves orales pour les concours de recrutement relevant de l'Éducation nationale.
aefinfo.fr, 18/05/2020

Les candidats aux concours internes de l'éducation nationale dénoncent leur traitement à part

Les candidats admissibles aux concours internes de l'éducation nationale dénoncent avec force la décision du ministère de décaler à la rentrée les oraux d'admission, alors que leurs homologues des concours externes qui n'avaient encore passé aucune épreuve, ne plancheront que sur un écrit avant l'été. Lors d'une réunion avec les syndicats, le 27 mai, le MEN a indiqué réfléchir à une autre solution : **supprimer les oraux et convoquer une nouvelle délibération des jurys qui statueraient alors sur l'admission des candidats à partir du dossier** (ou des épreuves écrites, pour l'agrégation). Il s'agirait de déterminer autant d'admis qu'il y a de postes ouverts et d'élaborer une liste complémentaire. La décision devrait être prise d'ici une dizaine de jours.

Par ailleurs, vendredi 22 mai, le ministère de l'éducation nationale a dévoilé [le nouveau calendrier des épreuves écrites des concours externes de l'enseignement](#), décalées en raison de la crise du Covid-19. Elles seront organisées **du 16 juin au 9 juillet**, et vaudront épreuves d'admission pour les concours dont les épreuves d'admissibilité n'ont pas eu lieu. Pour les autres concours externes, le calendrier des épreuves orales doit être annoncé dans les prochains jours.
lemonde.fr, 25/05/2020

Enseigner à distance : "un cadre juridique plus sécurisant devra être mis en place" (commission de l'Assemblée nationale)

Les établissements d'enseignement supérieur, comme les étudiants, ont relevé que la crise avait permis d'accomplir dans des délais records une transition vers l'enseignement numérique, certes encore imparfaite, mais dont certaines initiatives ouvrent des pistes intéressantes pour l'avenir. **Un cadre juridique plus sécurisant devra [...] être mis en place pour l'enseignement à distance, qui soulève de nombreuses questions en matière de droit à l'image et de propriété intellectuelle**", indique le 26 mai 2020 la commission des affaires culturelles et de l'éducation de l'Assemblée nationale, dans [une synthèse de ses travaux sur "les effets de la crise sanitaire"](#). Malgré tout, "la crise a révélé l'importance de la fracture numérique dans le milieu étudiant." En outre, "les établissements non rattachés à une université ont parfois souffert de ne pas avoir accès aux moyens numériques des universités", indique la synthèse.
aefinfo.fr, 27/05/2020

EN BREF : 70 écoles ont dû fermer en raison de cas de Covid-19, selon Jean-Michel Blanquer

Ressources

[Newsletter thématique] [Les impacts du numérique sur l'évolution des emplois et des compétences](#)

La lettre de veille de **Via compétences** (Carif Oref de la région Auvergne-Rhône-Alpes) évolue pour prendre en compte plus largement **les impacts du numérique sur l'évolution des métiers et des compétences**. Cette lettre périodique est une sélection d'articles issus de sa [veille quotidienne réalisée sur le sujet](#). Dans [ce numéro](#), plusieurs articles sont notamment consacrés aux impacts de la crise sanitaire sur le secteur du numérique.

Newsletter Via Compétences, 18/05/2020

[Dossier de 10 pages] Santé mentale : comprendre les troubles psychiques

Un Français sur cinq est atteint par une maladie mentale. Malgré cette forte prévalence, ces pathologies sont très mal comprises, et beaucoup reste à faire sur leur prise en charge. Face à cette problématique, la recherche avance. Avec de belles promesses à venir, dans le diagnostic précoce et les thérapies préventives, ou encore dans la personnalisation des traitements.

Les défis du CEA n°240, mars-avril 2020 ([lien vers le pdf du magazine complet](#))

Sitographie sur l'éducation inclusive

Le Centre de ressources documentaires de l'INSHEA présente sa [sitographie sur l'éducation inclusive](#). Cette sélection recense des sites et outils en ligne sur l'éducation inclusive, classés par zone géographique. Elle présente notamment les ressources en ligne proposées par l'INSHEA, par des organisations internationales et par des ministères de pays européens et hors Europe.

inshea.fr, mai 2020

[Etude] Les travailleurs handicapés ont moins bien vécu le confinement que la moyenne

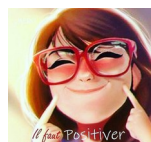
Une consultation lancée par l'Agefiph avec l'Ifop a dévoilé [ses résultats](#) le 19 mai 2020. Il en ressort que **les personnes handicapées ont plus mal vécu le confinement que la population générale** : 4 sur 10 déclarent avoir mal vécu cette période, contre 1 sur 4 pour le grand public. Cela se traduit notamment par des situations de stress, de démotivation, ou de dépression plus fréquentes. L'étude montre des disparités selon les situations : les personnes atteintes d'un handicap psychique ou d'autisme ont rencontré des difficultés bien plus grandes.

aefinfo.fr, 14/05/2020

EN BREF



Après un débat animé, **l'Assemblée nationale se prononce en faveur du déploiement de l'application Stop Covid** // La Ministre des Outre-Mer et le Directeur général de l'Agence française de développement ont lancé l'initiative « [Outre-mer en commun](#) » dotée d'un montant de 1 milliard d'euros. Dédiée au **soutien des collectivités locales et des entreprises ultramarines, elle est une réponse à la crise sanitaire mais aussi à son impact économique** et s'inscrit dans une optique de relance **trajectoire outre-mer 5.0 des territoires** // Le collectif "Plus jamais ça", qui regroupe 20 organisations associatives et syndicales, publie [34 mesures concrètes](#) pour répondre à la crise sanitaire et la crise économique, tout en posant les jalons d'un nouveau projet de société // **15 associations et syndicats** ont adressé le 19 mai 2020 un courrier à l'Élysée, à Matignon et au ministère du Travail, demandant la prise de "**mesures d'urgence indispensables pour empêcher une catastrophe sanitaire et sociale**" // **Le PIB français "pourrait diminuer d'environ 20 % au deuxième trimestre 2020"** (Insee) // Une enquête du *Parisien* révèle que **22% des patrons pensent devoir licencier dans les mois à venir** // **La France et l'Allemagne** proposent aux Européens un **Fonds de relance économique de 500 milliards d'euros** et proposent d'**accélérer les transitions écologique et numérique** // **La métropole du Grand Paris vote un plan de relance pour "un territoire durable, équilibré et résilient"** doté de 110 M€ // **Décès : Pierre Divet** (CFDT), trésorier de l'Opcv Atlas et ex-président du Fongecif IDF, est décédé // **Nominations: Armel Le Compagnon**, ancien vice-président de la FFB, a remplacé Michel Guisembert à la présidence de **WorldSkills France** / **Christophe Doré** succède à **Bernard Stalter** à la présidence de l'**Union nationale des entreprises de coiffure** / **Olivier Phelip** remplacera **Thierry Dez** au poste de **directeur général d'Uniformation** à partir du 1^{er} septembre 2020 / **Mathilde Barèges** est nommée **directrice de la Formation et de l'Orientation de la région Auvergne-Rhône-Alpes** / **Alexandrine Devaujany** est nommée **Dafpic de l'académie de Grenoble**



LES PETITES NOTES POSITIVES

Les Mélis-Mémos de Margaux (MMM)

Retrouvez Margaux et son père sur tv.acto.fr. Ils échangent sur les **grands thèmes de la formation sur un ton humoristique** : le plan de développement des compétences, l'alternance, le CPF, l'Afest... Ces pastilles vidéo sont réalisées par l'**Opco Akto**. Pourquoi ne pas les intégrer en introduction d'une séquence de formation ?

tv.akto.fr

Mémoires de confinement : des collectes originales lancées par des services d'archives

« Nous vivons un épisode exceptionnel, qui est déjà l'Histoire » : les **Archives des Vosges** ont initié, durant la période de confinement une initiative originale sur [leur compte Twitter](#), intitulée : **#memoiredeconfinement**. Il s'agit d'une **collecte de témoignages de confinement**, menée au cœur même de la crise. [D'autres services d'archives nationales et internationales](#) ont pris la même initiative.

Ballades en Ile-de-France (à moins de 100km de chez vous)

Pour le week-end de la Pentecôte : et si on faisait une ballade en forêt ? En ces temps de déconfinement, l'actualité regorge d'idées pour vous faire profiter d'un bon bol d'air : une échappée verte dans l'Histoire de France : [Dans la forêt des rois de France, de la gare RER de Poissy à celle de Saint-Germain-en-Laye, 5 randonnées pour se déconfiner en pleine nature en Île-de-France](#) par des spécialistes en randos accessibles en transport ou un Week-end au vert : [10 idées de balades en Ile-de-France pour les Parisiens](#)

Humour

Si vous cherchez des idées pour vous divertir en famille ou à moins de 10 personnes : tentez ces petites chorégraphies rigolottes : [Si vous êtes 3](#), [Si vous êtes 4](#), [Si vous êtes 5](#)

Merci à Elsa Matilla pour sa collaboration dans l'écriture de cette lettre

Directeur de la publication : Gérard Puigdemont *Délégué académique à la formation continue.*

Responsable de la rédaction : Muriel Lajugie-Liondor *Responsable du CAFOC. Rédaction* : Amandine Vigne *Documentaliste au Centre académique de ressources (CAR). Avec la collaboration de* : Elsa Matilla *Chargée de mission ingénierie pédagogique et usages du numérique.* **Graphisme et mise en page** : Micheline Montout *Chargée de communication*, Lionel Garcia *Graphiste.*



PORTAIL DU CAR



amandine.vigne@ac-versailles.fr

Lettre optimisée pour une lecture sur écran, au format pdf et contenant des liens hypertextes.
Afin de contribuer au respect de l'environnement, merci de n'imprimer que si nécessaire.

COVID-19

Il existe des gestes simples pour vous protéger et protéger votre entourage



Se laver les mains très régulièrement



Tousser ou éternuer dans son coude ou dans un mouchoir



Utiliser des mouchoirs à usage unique



Saluer sans se serrer la main, éviter les embrassades